

CESSATION D'ACTIVITÉ - DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI EN CONTREPARTIE

AVENANT DU 12 NOVEMBRE 2020 portant dérogation temporaire au congé de fin d'activité des conducteurs des entreprises de transport interurbain de voyageurs (CFA Voyageurs)

- Article 1er - Extension temporaire du champ d'application
- Article 2 - Modalité de mise en oeuvre
- Article 3 - Durée
- Article 4 - Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés
- Article 5 - Entrée en vigueur
- Article 6 - Dépôt et publicité

Par un accord du 21 octobre 2020, les partenaires sociaux de la branche urbaine du transport routier de voyageurs ont manifesté leur volonté de pouvoir maintenir temporairement certains de leurs salariés issus de la branche interurbaine dans le dispositif du congé de fin d'activité.

Le présent avenant vise par conséquent à adapter l'accord sur le congé de fin d'activité conformément aux engagements pris au D de l'article 12.3 de l'accord du 21 octobre 2020.

Article 1er : Extension temporaire du champ d'application

Les dispositions de l'accord du 2 avril 1998 relatif au congé de fin d'activité des conducteurs des entreprises de transport interurbain de voyageurs (ci-après accord CFA-Voyageurs) sont étendues, sous réserve des conditions définies ci-après, à certains conducteurs relevant de la convention collective des réseaux de transport public urbain de voyageurs.

Les conducteurs concernés sont ceux issues d'une entreprise interurbaine dont le contrat de travail a été transféré à une entreprise de transport public urbain suite à la mise en oeuvre de l'accord du 21 octobre 2020 relatif au transfert des contrats de travail des salariés en cas de changement d'exploitant d'un service ou d'une partie de service de transport public, en Ile-de-France.

Les salariés concernés peuvent bénéficier des dispositions de l'accord sur le CFA-Voyageurs pendant 48 mois après la date de l'extension de l'accord du 21 octobre 2020 précité.

Article 2 : Modalité de mise en oeuvre

Pendant la période fixée à l'article 1 du présent avenant, l'entreprise de transport public urbain et le salarié concerné cotisent selon les modalités prévues par l'accord sur le CFA-Voyageurs.

Les salariés peuvent faire valoir les droits prévus par cet accord dès lors qu'ils remplissent les conditions définies à l'article 2 et celles de l'accord du 30 mai 2011 modifié relatif aux congés de fin d'activité et annexes de financement avant la fin de la période définie à l'article 1.

Pour ces salariés, sont prises en compte la totalité des années de conduite effectuées sous la convention collective nationale des transport routiers et activités auxiliaires de transport ainsi que celles effectuées sous la convention collective des réseaux de transport public urbain de voyageurs suite à la mise en oeuvre de l'accord du 21 octobre 2020 précité. Il en est de même pour la condition d'ancienneté.

Toute évolution qui intervient dans ce délai sur les dispositions relatives au congé de fin d'activité défini par l'accord sur le CFA-Voyageurs précité s'applique de plein droit aux salariés transférés et aux entreprises concernés.

Article 3 : Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée limitée à 48 mois à compter de l'extension de l'accord du 21 octobre 2020 relatif au transfert des contrats de travail des salariés en cas de changement d'exploitant d'un service ou d'une partie de service de transport public, en Ile-de-France.

Article 4 : Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en application à compter de sa signature.

Article 6 : Dépôt et publicité

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-1 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 novembre 2020.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération nationale des transports routiers (FNTR) ;

Organisation des transporteurs routiers européens (OTRE) ;

Union des entreprises de transport et logistique de France (TLF) ;

Confédération nationale de la mobilité (CNM).

Syndicats de salariés :

Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE CFTD) ;

Syndicat national des activités du transport et du transit (SNATT CFE CGC) ;

Fédération nationale des transports et de la Logistique FO UNCP ;

Fédération générale CFTC des transports (FGT CFTC).